

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 39/2662/2015

AILRC-FR

14 octobre 2015

Thaïlande. Il est temps que la justice soit rendue

Amnesty International appelle les autorités à rouvrir l'enquête sur le meurtre du militant écologiste Charoen Wat-aksorn à la suite de la confirmation par la Cour suprême de l'acquittement d'un ancien fonctionnaire local qui avait été initialement reconnu coupable de la mort du militant.

Le cultivateur d'ananas Charoen Wat-aksorn, âgé de 37 ans, avait mobilisé la population locale pour mettre fin à la construction de deux centrales électriques dans la province de Prachuap Khiri Khan. Il a été abattu le 21 juin 2004 alors qu'il descendait d'un bus à Bo Nok, dans le district de Muaeng (province de Prachuap Khiri Khan). Il revenait de Bangkok où il avait témoigné devant un comité parlementaire. Il avait auparavant porté plainte contre une collusion pour le transfert illégal de terrains publics à Bo Nok.

La décision de la Cour suprême confirme la décision de la Cour d'appel d'annuler la condamnation d'un ancien fonctionnaire local de Bo Nok, reconnu coupable de l'orchestration du meurtre en 2008 et condamné à mort. Elle confirme également l'acquittement de ses deux fils, respectivement conseiller municipal et avocat, prononcé lors du procès initial en 2008. La Cour d'appel a acquitté l'ancien fonctionnaire de Bo Nok en raison d'une insuffisance de preuves, notamment parce que lorsque le procès initial a eu lieu, les deux tireurs qui avaient déclaré à la police que l'ancien fonctionnaire les avait engagés pour commettre le meurtre étaient morts. Les deux hommes sont morts au cours de leur détention, respectivement en mars et juillet 2006, avant de pouvoir témoigner devant le tribunal.

En vertu du droit international relatif aux droits humains, la Thaïlande a pour obligation de respecter et protéger le droit à la vie, et de prendre des mesures afin de remédier aux violations de ce droit ou d'autres droits. Le fait que les autorités n'ont pas attribué de réparations pour Charoen Wat-aksorn et sa famille est un échec tragique dans le long combat pour que justice soit rendue à cet homme et d'autres défenseurs des droits humains en Thaïlande. Cet échec perpétue la tendance à l'impunité pour les meurtres, les agressions et le harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits humains en Thaïlande.

Amnesty International demande à nouveau aux autorités de prendre des mesures pour protéger tous les défenseurs des droits humains contre les agressions, et de veiller à ce que les responsables de crimes à leur encontre soient traduits en justice. Il faut notamment qu'elles offrent une protection aux défenseurs menacés et aux témoins des crimes les visant.

/Fin